# Fuite en avant

:21

Une nouvelle réforme de l’éducation

Le nouveau gouvernement envisage de réformer l’éducation nationale.

Lors d’une conférence à Budapest le 10 juin dernier, Rózsa Hoffmann, secrétaire d’État, mais aussi enseignante au sein de l’Université Catholique Pázmány Péter, a annoncé la nécessité du réformer le baccalauréat et le Plan d’Éducation Nationale (NAT).

Le baccalauréat avait précédemment été réformé en 2005, lorsqu’avait été introduit le principe d’un bac à deux niveaux, ce qui remplaçait alors le concours d’entrée dans l’enseignement supérieur. Pour cela, il n’était alors nécessaire que d’obtenir 20% du total des points.

Par ailleurs, à l’instar des autres pays européens, l’enseignement supérieur a été divisé en deux étapes, avec d’une part le bachelor et d’autre part le master, suite au processus de Bologne destiné à construire un espace européen de l’enseignement supérieur.

Selon Rózsa Hoffmann, du parti chrétien-démocrate, ce système éducatif, introduit en 2005, aurait contribué à la baisse du niveau et des résultats des étudiants. Selon elle, le message tacite de ces réformes n’était autre que: «il ne faut pas prendre les

études au sérieux». «Le NAT, est une tragédie», a-t-elle souligné avant de préciser qu'elle ne souhaitait pas corriger la loi sur l'éducation (en vigueur depuis 1993) mais formuler un nouveau texte.

Zoltán Pokorni, le président du comité pour l'éducation délégué par le Fidesz, a souligné l'importance de la création d'outils d'éducation intégrée et il a affirmé qu'on analyserait le processus de Bologne. Il défend par ailleurs l'idée de la formation des futurs pédagogues dans un cadre unique et déterminé.

Pokorni a également mentionné plusieurs mesures à prendre, notamment un programme donnant la possibilité d'organiser des excursions à l'étranger. Par ailleurs, à l'avenir, seules les familles dont les enfants fréquentent l'école avec assiduité pourront bénéficier des allocations familiales. Un autre projet consisterait à n'admettre les candidats au permis de conduire qu'à condition qu'ils aient fini leurs études primaires. Ces deux dernières mesures s'adressent implicitement à la communauté tsigane0 et aux plus démunis. Le gouvernement planifie d'abolir une autre réforme prise par l'ancien gouvernement, la coalition des socialistes-libéraux: l'interdiction de l'échec au cours des quatre premières années de l'éducation primaire.

Tímea Ocskai

- 

Catégorie
Agenda Culturel